

Notes suite à la manifestation anti-FN du 29 novembre à Lyon

Les partis d'extrême droite européenne gagnent un poids électoral non négligeable, en particulier en France. Les groupes fascistes se structurent comme le samedi 22 novembre 2014 à Paris, où le Groupe Union Défense (GUD), pseudo-syndicat étudiant, a invité les néonazis d'Aube Dorée et d'autres organisations fascistes européennes pour leur « réveil des nations ». A Lyon, le samedi 29 novembre 2014 s'est tenu le congrès du front national (FN). La coordination nationale contre l'extrême droite (CONEX) qui regroupe des collectifs, associations et organisations politiques et syndicales, a été à l'initiative d'une manifestation contre le congrès du FN en lançant un appel unitaire intitulé : « Face au congrès du FN, pour l'égalité des droits, la justice sociale, et la solidarité ». D'autres appels de la Confédération Nationale du Travail (CNT) et d'Alternative libertaire (AL) ainsi qu'un appel lyonnais, ont également circulé ; l'un axé sur le « racisme d'État orchestré sans impunité par le PS », l'autre mettant l'accent pour une « manifestation offensive » contre les violences policières, faisant écho à la mort de Rémi Fraisse, militant écologiste contre le barrage de Sivens.

Dispositif policier étendu, flicage généralisé

La manifestation qui a mobilisé entre 3 000 et 5 000 personnes a été sous tension. Plusieurs cars ont convergé vers Lyon pour protester contre la tenue du congrès du FN. Deux cars de Paris, regroupant quelques 80 militant-e-s du CAPAB (collectif antifasciste Paris-Banlieue), NPA, Solidaires et sympathisant-e-s, ont été fouillé-e-s et fiché-e-s par les gendarmes à l'entrée de Lyon. Un car en provenance d'Allemagne a eu le droit à ces mêmes mesures « préventives ». Aux abords de la place Jean Macé (le départ de la manifestation) l'étendue du dispositif policier déployé ne faisait pas de doute, des contrôles et fouilles au corps s'effectuaient à chaque coin de rue. La préfecture de police de Lyon avait prévenu qu'elle maintiendrait l'ordre, promesse tenue...



Les cortèges politiques, syndicaux, associatifs et des collectifs antifascistes étaient en nombre et se sont élancés vers l'Hôtel de ville où devait se tenir un concert militant, avant la journée de dimanche consacrée à l'éducation populaire et aux débats sur l'antifascisme. Une heure environ

après le début de la manifestation, les flics ont commencé à charger les manifestant-e-s en utilisant des grenades lacrymogènes et surveillant la progression des manifestant-es sous le viseur d'un hélicoptère.

Une révolte légitime contre l'extrême droite et les violences policières

Plusieurs centaines de militant-e-s autonomes se sont affronté-e-s avec la police qui n'a pas tardé à réagir violemment. Ces affrontements sont l'expression d'une révolte légitime contre l'État capitaliste et policier qui n'hésite plus à tuer pour maintenir ses intérêts de classe. Bien que la méthode de l'affrontement utilisée par la mouvance autonome soit discutable actuellement (le mouvement social étant atone), la répression policière était sans commune mesure et inadmissible. Le but était de disperser au plus vite la manifestation. A cet égard, plusieurs cortèges se sont disloqués dès la première charge. C'est au niveau d'un pont enjambant le Rhône que les gendarmes mobiles ont encerclé, morceaux par morceaux ce qu'il restait des cortèges. Un groupe de 500 personnes a tenté de se diriger vers les Terreaux comme prévu initialement. Mais, les policiers voulaient "dispenser" les manifestant-e-s par groupe de 15. Or, accepter c'était courir le risque de se faire embarquer au poste. La manifestation s'est donc poursuivie mais direction gare Perrache, suffisamment excentrée pour une bonne gestion policière du cortège.

Construire un mouvement antifasciste combiné à la lutte contre l'exploitation capitaliste

Cette manifestation était une initiative contre l'extrême droite pour ne pas laisser le champ libre au FN, le fascisme et les violences policières. Dans un contexte de crise de l'économie capitaliste, c'est la politique antisociale du gouvernement PS qui sert directement les intérêts du patronat, le rôle collaborateur des directions syndicales et la posture « anti-système » qu'endosse le FN qui ont conduit à la montée de l'extrême droite (15 villes tombées entre les mains du FN aux dernières municipales). Bien souvent, les plus sensibles au discours du FN sont aussi les plus exploités-e-s et les plus vulnérables socialement.

C'est pourquoi, la montée de l'extrême droite qui s'opère actuellement sous nos yeux, exige de construire un mouvement antifasciste combiné à la lutte contre l'exploitation capitaliste. Elle exige aussi que la gauche anticapitaliste apporte des réponses politiques fortes à la crise du capitalisme, en rupture avec les solutions institutionnelles du Front de gauche. Il faut apparaître comme les meilleurs opposants au « système », défendre une perspective communiste autogestionnaire, et mettre en débat une transition pour y parvenir. Ce n'est pas en défendant un programme parasindical sous forme de catalogue de mesures d'urgences que nous serons en mesure de contrecarrer la montée en puissance du FN.

Ahlem D.